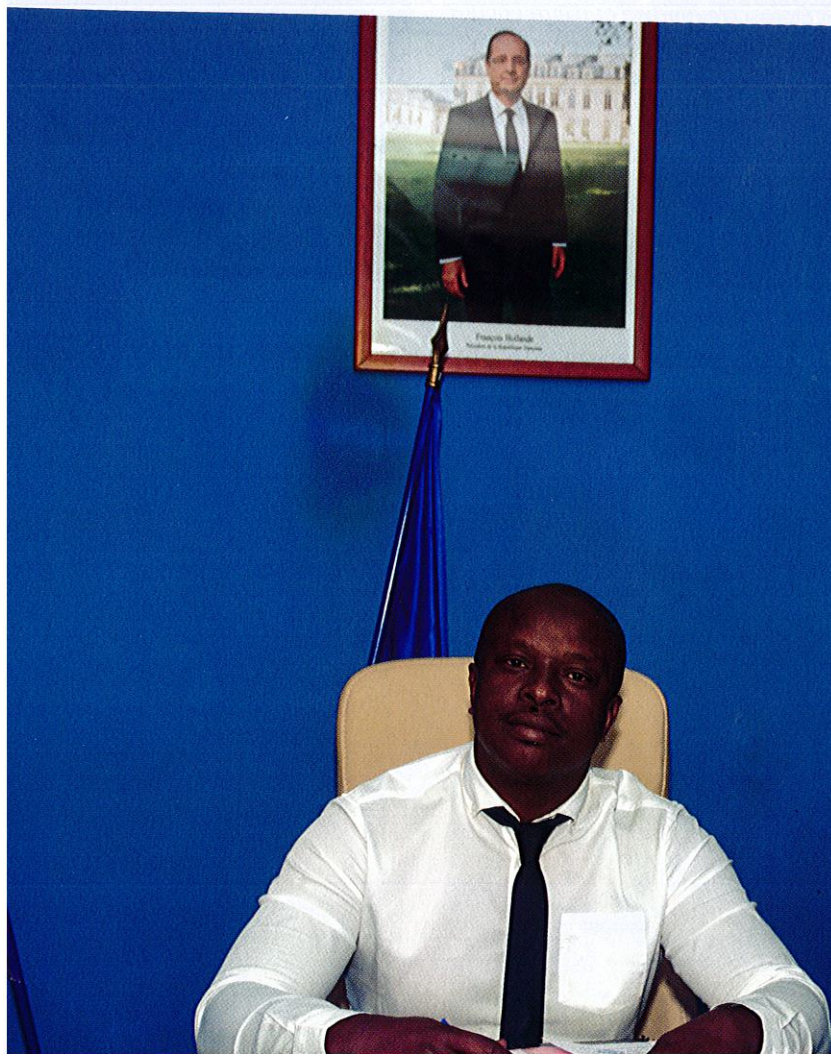


issement permet la collecte et le traitement des eaux usées avant leur rejet dans le milieu naturel.



## 073/Le SIEAM

### engagé dans la coopération régionale

*Textes et photographies : SIEAM*

**L'expertise du SIEAM** est un véritable atout pour les professionnels de la gestion de l'eau et de l'assainissement de la région océan Indien. Ainsi le Syndicat intercommunal d'eau et d'assainissement de Mayotte, en partenariat avec l'Agence française de développement (AFD), est à l'initiative de la venue sur notre territoire de Programme solidarité eau (pS-Eau), une ONG chargée de mettre en commun les savoirs des acteurs de l'eau au niveau international. Interview avec Grégoire Duband, animateur du réseau pS-Eau à Mayotte.



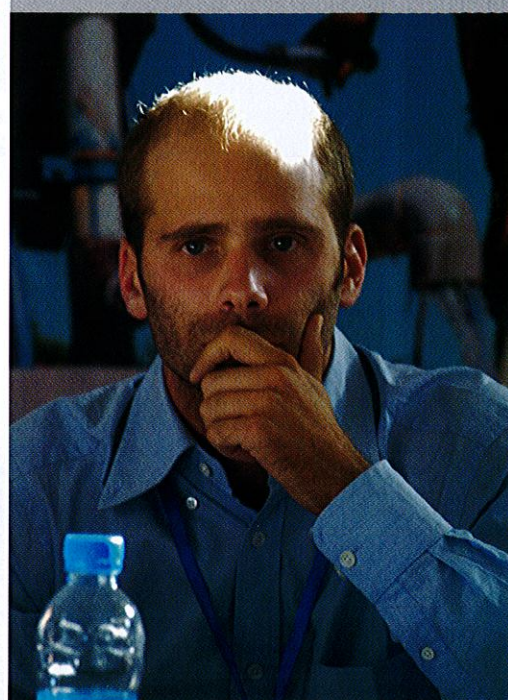
*Partager les connaissances pour être plus efficace sur son propre territoire et réaliser des projets d'intérêt général en commun, voilà deux des enjeux forts de la coopération régionale des pays de l'océan Indien. Et dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, les savoirs sont précieux pour Mayotte, les Comores et Madagascar. Tout à fait conscients des enjeux de coopération internationale et du rayonnement qu'elle peut apporter à Mayotte dans l'océan Indien, le président du SIEAM et l'AFD ont invité l'ONG pS-Eau à venir à Mayotte. Ce réseau d'échanges et de capitalisation des pratiques bénéficie également du soutien de CITE, une ONG malgache de développement social et économique, de la préfecture de Mayotte et de l'Agence régionale de santé de l'océan Indien (ARS-OI).*

### **Interview de Grégoire Duband, animateur du réseau pS-Eau à Mayotte**

#### **Qu'est-ce que pS-Eau, le Programme solidarité eau ?**

Basé à Paris, le pS-Eau est une ONG existant depuis 30 ans et œuvrant pour la coopération et la solidarité internationale. Ce réseau est dirigé par Pierre-Marie Grondin et le pôle océan Indien est géré par Vincent Dussaux. L'objectif principal de ce réseau est de créer avec l'ensemble des acteurs de l'eau une base de données internationale permettant la mise en œuvre de projets d'intérêt général, tels que l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, la gestion des ressources en eau, l'animation de programmes de sensibilisation à l'éducation sanitaire de base. Ces rapports, guides, outils sont mis gratuitement à la disposition des associations, des collectivités territoriales, des établissements publics et des entreprises, dans plusieurs langues. De plus, pS-Eau contribue à ce que ces acteurs de l'eau se rencontrent et échangent leurs savoirs lors de conférences, de séminaires, d'ateliers. À Mayotte, nous sommes basés au SIEAM et travaillons en étroite collaboration avec de nombreuses « personnes ressources » situées dans la région océan Indien, aux Comores, à Madagascar et à La Réunion.

*Grégoire Duband, animateur du réseau pS-Eau à Mayotte.*



*La station d'épuration des eaux usées de Dembéné.*



*Lancement du réseau pS-Eau à Madagascar en septembre dernier.*



### Quelle est l'implication du SIEAM au sein de ce programme ?

Le SIEAM nous accueille au sein de ses locaux à Kawéni et participe activement aux temps d'échanges organisés dans l'océan Indien autour des problématiques de l'eau et de l'assainissement. Le SIEAM a fait partager son expertise lors des Assises de l'Eau de l'océan Indien en 2012, et des 10 ans de l'Office de l'Eau en 2013 à La Réunion. Depuis l'arrivée en juillet 2014 de pS-Eau à Mayotte, le SIEAM a répondu présent lors du lancement du réseau qui a eu lieu fin septembre à Tananarive, avec une délégation de sept professionnels travaillant au SIEAM. À l'avenir, le syndicat intercommunal participera aux nombreuses tables rondes prévues par le Programme solidarité eau en 2015 : en janvier, le SIEAM se rendra à l'atelier technique qui se déroulera aux Comores sur la formation des exploitants des réseaux de l'eau. En mars, il participera à Madagascar à un séminaire sur la qualité de l'eau et en avril, le syndicat échangera à La Réunion autour des questions de santé et d'hygiène pour, enfin, accueillir à Mayotte un séminaire de bilan en juin / juillet 2015. En outre, le SIEAM édite des livres pédagogiques qui sont mis à la disposition des professionnels travaillant dans les secteurs de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène.

### Quels fonds le SIEAM peut-il investir dans ce type de programme ?

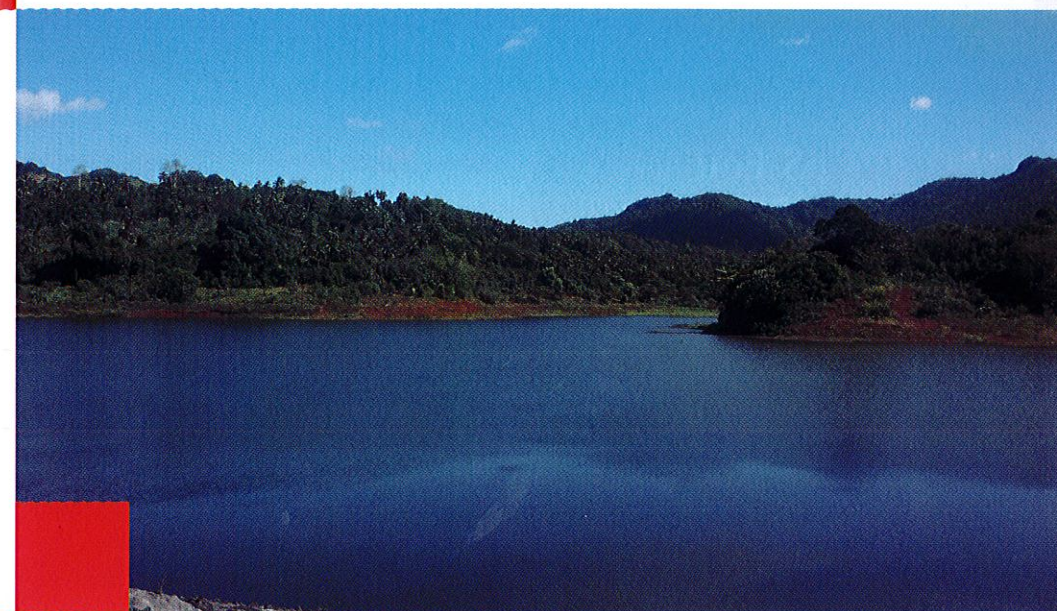
La loi Qudín-Santini autorise les syndicats ou les collectivités agissant dans les domaines de l'eau à mobiliser jusqu'à 1 % de leurs budgets pour des missions internationales. Ces structures peuvent déléguer ce travail à une organisation non gouvernementale. Sachant qu'il y a désormais des fonds européens mobilisables pour la coopération régionale.

### Est-ce une des missions de pS-Eau d'aider les porteurs de projet dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène ?

Tout à fait ! Nous sommes là pour favoriser le développement d'initiatives locales. En plus de fournir une base de données et un appui technique si possible, nous aidons les porteurs de projet à sensibiliser et à mobiliser les collectivités autour de ces enjeux cruciaux. Par exemple, nous pouvons soutenir les potentiels bénéficiaires de fonds européens dans leurs démarches pour obtenir ces crédits. Je tiens à préciser que le réseau est là pour répondre aux demandes des acteurs de l'eau et qu'ils doivent me les faire connaître. Dès qu'ils ont de nouveaux projets, de la documentation en lien avec le secteur qui nous préoccupe, il faut qu'ils prennent le réflexe de me le transmettre. C'est ainsi que le réseau vivra pleinement et profitera à tous.

### Quels sont les projets structurants que vous appuyez ?

Nous travaillons autour de quatre thématiques principales : la planification du secteur de l'eau et de l'assainissement, la gestion de l'assainissement, la formation des acteurs de l'eau et la qualité de l'eau potable. On a pour ambition de créer un observatoire des services d'eau et d'assainissement de l'océan Indien afin de faciliter l'échange et la diffusion d'informations, pour que chaque collectivité et acteur de l'eau puisse se positionner.



La retenue collinaire de Dzoumogné.



La retenue collinaire de Combani (photo Bruno Marie).





## Eau et assainissement dans l'Océan Indien

Réseau d'échanges et de capitalisation des pratiques

*Un réseau animé par le pS-Eau en partenariat avec le CITE et basé au SIEAM de Mayotte*

### A qui s'adresse le réseau Océan Indien ?

Il s'adresse aux ONG, collectivités territoriales, établissements publics et entreprises impliqués dans le développement des secteurs Eau potable et Assainissement et Hygiène (EAH). Le réseau travaille étroitement avec les autorités nationales et bailleurs de fonds concernés par ces secteurs.

### Quels sont les objectifs du réseau Océan Indien ?

L'objectif est de faciliter l'émergence et la mise en œuvre d'actions locales et concertées visant à développer l'accès à l'eau potable et l'assainissement, la promotion de l'éducation sanitaire de base, la gestion des ressources en eau, dans l'Océan Indien.

Pour cela, le réseau :

1. **Collecte et diffuse** les informations et outils des secteurs EAH
2. **Appuie les acteurs** dans la conception et la mise en œuvre de leurs projets de développement
3. **Organise des temps d'échanges** dans l'Océan Indien

### Quelles sont les principales activités du réseau ?



Un **centre de ressources régional** en charge de diffuser les informations aux acteurs EAH, accessible en ligne : [www.pseau.org/ocean-indien](http://www.pseau.org/ocean-indien)

Un **recensement** de l'ensemble des projets menés dans le secteur et des acteurs au niveau de l'Océan Indien.



Un accompagnement dans la **conception et la mise en œuvre** de projets EAH portés par les acteurs locaux.

Un appui à la **recherche de partenaires de coopérations et de financements**.

Une offre de formation à partir des **besoins identifiés** par les acteurs du réseau.



Des **échanges réguliers** sur les thématiques EAH dans l'Océan Indien : ateliers thématiques et rencontres régionales annuelles.

### Contacts :

A Mayotte: [duband@pseau.org](mailto:duband@pseau.org)

A Paris : [dussaux@pseau.org](mailto:dussaux@pseau.org)

### Les partenaires du réseau Océan Indien



PREFET DE MAYOTTE





## Les enjeux de l'eau et de l'assainissement à Mayotte (source : www.pseau.org)

### Principales problématiques

À Mayotte, 80 % de la ressource en eau provient des eaux superficielles qui se concentrent dans la partie nord de l'île. Pour assurer la production d'eau potable, Mayotte s'est dotée de deux retenues collinaires, de 16 forages, de 14 captages de rivières et d'une usine de dessalement d'eau de mer. Les épisodes de sécheresse répétés fragilisent la distribution d'eau potable sur l'île.

La croissance démographique importante entraîne la constitution de quartiers informels où les habitants n'ont pas accès aux services urbains.

L'assainissement collectif est peu répandu dans l'île et aucun contrôle n'est réalisé sur les installations d'assainissement autonome, ce qui a des conséquences environnementales importantes.

À Mayotte, 85 % de la population a au moins accès à un robinet d'eau potable dans la cour, 13 % à l'assainissement collectif et 52 % à l'assainissement autonome avec au moins une fosse septique et des latrines (chiffres INSEE 2007 et 2012).

### Cadre institutionnel

La politique de l'eau de Mayotte est basée à la fois sur la législation française et sur des directives européennes spécifiques :

- La Directive européenne cadre sur l'eau (DCE) de 2000 définit un cadre pour la gestion et la protection des eaux par grands bassins versants. L'objectif de la DCE est d'atteindre le bon état des eaux superficielles et souterraines via la planification et la programmation de mesures déterminées avec la participation active des acteurs de l'eau et du public.
- La Directive européenne sur les eaux résiduaires urbaines (DERU) de 2005 impose des obligations

de collecte et de traitement des eaux usées. Pour Mayotte, les échéances de raccordement ont été fixées au 31 décembre 2020 pour les agglomérations de plus de 10000 habitants et au 31 décembre 2027 pour les agglomérations de moins de 10000 habitants.

- La loi sur l'eau de 1992 et le Code général des collectivités territoriales imposent la mise en place d'un Service public d'assainissement non collectif (SPANC). Celui-ci a pour mission de contrôler les installations d'assainissement non collectif afin de prévenir les risques sanitaires. Il n'est pas encore fonctionnel à Mayotte.

### Principaux outils de programmation

- Le Schéma directeur d'aménagement et de gestion de l'eau (SDA GE), en cours de révision pour la période 2015-2020, définit les grandes orientations techniques pour mettre en place une gestion pérenne de la ressource en eau et anticiper les évolutions futures. Dans un contexte où la population est très sensible aux variations de prix, la question de la tarification tient une place centrale.
- Le Schéma directeur d'aménagement des eaux usées, en cours d'élaboration, est piloté par le SIEAM. Il définit les politiques et les grandes infrastructures à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs fixés par les directives européennes. Ce document inclut également le schéma directeur pour l'assainissement non collectif et les différents systèmes homologués.

### Les principaux acteurs

- La Direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL) est l'organisme qui met en œuvre la politique de l'État en matière d'environnement.



Mikidache Daniel, vice-président chargé des affaires sociales et de la communication au SIEAM.

- Le SIEAM, créé en 1992, regroupe les 17 communes de l'île. Il assure la construction et l'exploitation des ouvrages d'adduction et de distribution d'eau potable, ainsi que des ouvrages d'assainissement.

- La Société mahoraise des eaux (SMAE) exploite le réseau d'eau potable de l'île en contrat de délégation de service public par affermage depuis mars 2008, et ce pour une durée de 15 ans.

- Les 17 communes de Mayotte ont conservé la compétence de l'assainissement non collectif mais jusqu'à maintenant aucune organisation n'est en place pour contrôler et améliorer les dispositifs d'assainissement autonome.

- L'Agence régionale de santé intervient sur la prévention et la promotion de la santé pour lutter contre le risque de propagation des maladies vectorielles dans les quartiers informels.

- À la différence des autres départements d'outre-mer, il n'existe pas d'Office de l'Eau à Mayotte.



Pierre-Marie Grondin, directeur de pS-Eau.



## Mayotte dans le Réseau océan Indien

Mayotte a une situation centrale dans l'océan Indien. Comme les îles voisines, elle est soumise aux aléas du changement climatique et notamment à des épisodes de sécheresse. Ces similitudes climatiques, ajoutées aux liens culturels et historiques qui unissent les Comores, Madagascar et Mayotte, peuvent jeter les bases d'une coopération solide.

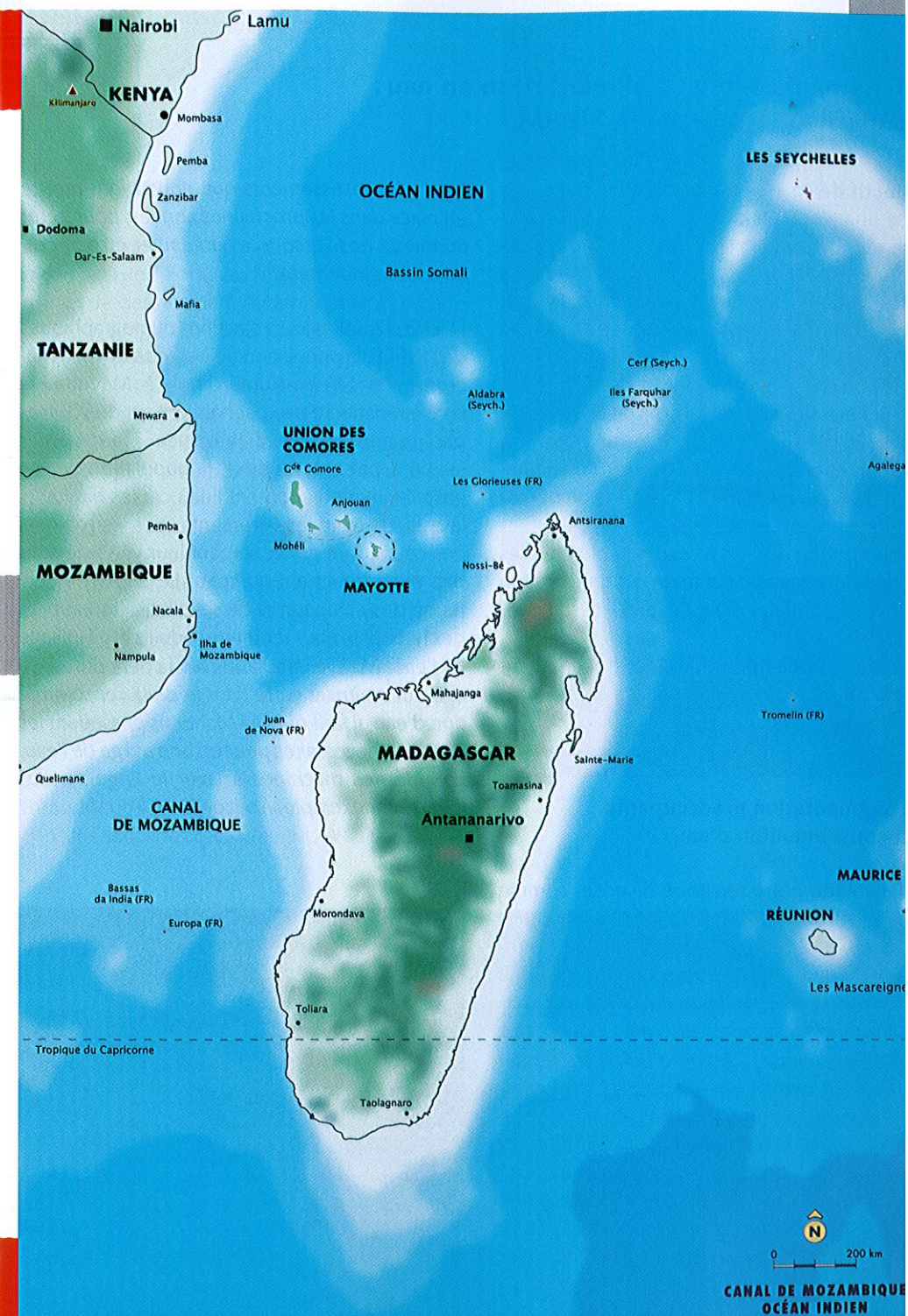
Mayotte est en passe de réussir dans sa mission d'alimentation en eau potable de l'ensemble de sa population, mais la gestion défaillante de l'assainissement liquide (eaux usées) et solide (déchets) impacte de façon visible l'environnement et la qualité des eaux. Ainsi, le SIEAM peut être un partenaire intéressant pour l'échange d'expériences avec les territoires voisins de l'océan Indien.

### Pour en savoir plus :

Portail océan Indien pS-Eau : [www.pseau.org/ocean-indien](http://www.pseau.org/ocean-indien)



Les îlots Choizil, au nord-ouest de Mayotte, des attraits incontournables du lagon (photo Bruno Marie).





## Le schéma directeur d'alimentation en eau : 4 scénarii à l'étude par le SIEAM

L'objectif de ce schéma directeur est d'orienter les financements pour qu'à l'horizon 2032, l'ensemble de la population de Mayotte ait accès à l'eau potable. Pour y parvenir, quatre scénarii sont à l'étude et s'articulent autour de nouveaux forages, d'autres usines de dessalement d'eau ou de retenues collinaires supplémentaires. Afin de faire le bon choix, les membres du SIEAM se basent sur l'état des lieux établi lors des Assises de l'Eau en 2012 :

- Ressources en eau déficitaires liées à une diminution de la pluviométrie et à la pression démographique ;
- Problématique d'accès à l'eau potable pour les plus démunis dans un contexte d'augmentation des investissements dans l'eau et l'assainissement ;
- Forte hausse des prix du pétrole nécessitant une prise en compte du potentiel en énergies renouvelables de l'île.

### Une augmentation préoccupante de la consommation d'eau

Actuellement, notre territoire dispose, comme nous l'avons indiqué plus haut, de deux retenues collinaires, de 16 forages, de 14 captages de rivières et d'une usine de dessalement d'eau de mer, ce qui représente 31 885 m<sup>3</sup> d'eau par jour. Naouirou Vita, responsable du pôle eau potable au SIEAM, explique : « Aujourd'hui, notre réseau a un bon rendement, mais il pourrait être amélioré. Nous utilisons 100 % de nos ressources disponibles. Or, avec la pression démographique et donc l'augmentation de la consommation d'eau, il va falloir faire des investissements pour mobiliser d'autres ressources. Le schéma directeur d'alimentation en eau va permettre de choisir les

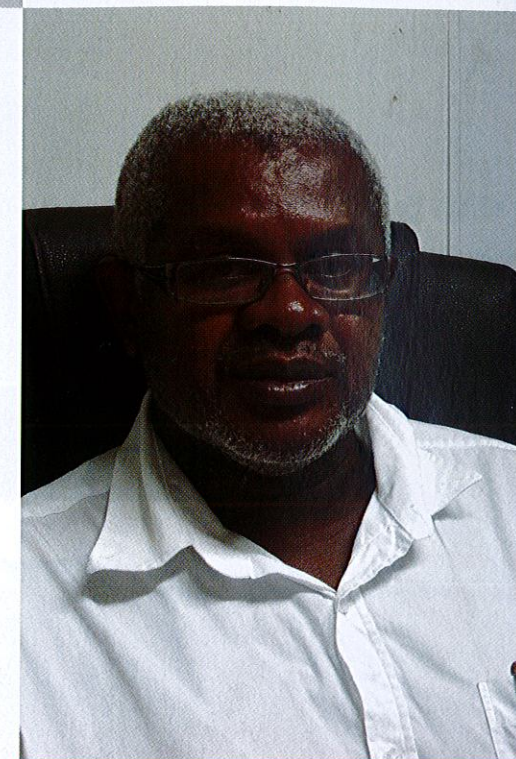
*types d'investissements que nous allons mettre en place dans les prochaines années, pour gérer au mieux nos ressources en eau et être opérationnels rapidement. »*

D'ici 2032, selon les projections démographiques de l'INSEE, la population de Mayotte devrait s'accroître de 58 %. Aujourd'hui, à Mayotte, la consommation d'eau par habitant est de 90 litres par jour. Mais elle a tendance à augmenter (+ 3,6 % par an). En effet, la population de l'île gaspille involontairement l'eau car les habitants lavent à la main les vêtements sous les robinets des cours, font généralement leur vaisselle sans bac et se douchent au seau. Le SIEAM a déjà mené des campagnes de sensibilisation auprès des habitants pour tenter de réduire le gaspillage de l'eau. Mais les traditions ont la dent dure. « Si on veut maîtriser cette hausse de la consommation d'eau, il faut que les Mahorais possèdent les appareils nécessaires pour un bon usage de l'eau, comme des machines à laver le linge ou des éviers, par exemple », plaide Naouirou Vita.



### Un choix difficile

Alors où investir pour pallier cette consommation d'eau accrue ? Forages, retenues collinaires ou usines de dessalement d'eau de mer ? Le choix n'est pas simple. En ce qui concerne les retenues collinaires, Mayotte n'a pas de marge de manœuvre puisque l'île ne dispose plus d'autres rivières potentielles où capter de l'eau. En outre, ces rivières sont déjà soumises aux aléas climatiques : la pluviométrie doit être abondante pour que les rivières soient suffisamment alimentées. Enfin, d'un point de vue écologique, il faut préserver et protéger le débit de ces ressources précieuses. Ainsi, pendant les années où sévit la sécheresse, il semble fondamental de disposer d'usines de dessalement. Or une usine de dessalement coûte cher aussi bien à la construction qu'en exploitation. Alors, les forages d'eaux souterraines représentent-ils la meilleure des solutions ? En tout cas, une chose est sûre, chaque scénario prévoit l'augmentation du nombre de forages sur l'île. Le SIEAM rendra son verdict dans les semaines qui viennent. À suivre...



Naouirou Vita, responsable du pôle eau potable du SIEAM.

La retenue collinaire de Dzoumogné.

